

L'HISTORIENNE ESTHER BENBASSA AU SOIR D'ALGÉRIE : «La plupart des intellectuels juifs surfent sur la vague du soutien à Israël»

Esther Benbassa est directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études de l'Université Paris-Sorbonne. Philosophe, spécialiste de l'Histoire, juive moderne et contemporaine et auteure de plusieurs ouvrages dont le dernier, Le dictionnaire des racismes et discriminations, est le premier du genre, elle est connue pour ses opinions et contributions engagées. Dans cet entretien qu'elle a bien voulu nous accorder, elle revient sur l'attaque israélienne contre «la flottille de la Liberté», qu'elle avait qualifiée, dans un communiqué empreint d'indignation et de colère, de «pas de plus vers le pire».

Entretien réalisé par
Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Comment avez-vous réagi à l'attaque contre la flottille de la liberté qui acheminait des dons et des vivres vers Gaza ?

Esther Benbassa : J'ai réagi comme tout le monde, avec émotion d'abord. Même si cette flottille avait peu de chances d'atteindre son objectif, à supposer même qu'elle ait provoqué les commandos israéliens et qu'elle ait, comme le suggèreraient les sources officielles israéliennes, manifesté une «violente résistance physique», Israël s'est attaqué à un symbole, un «symbole humanitaire».

Son image, déjà dramatiquement entamée par l'offensive contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, ne pourra que chuter davantage. Et comme il est d'usage, subira une hostilité accrue des opinions publiques à son endroit. D'autant plus que le symbole visé est celui de l'aide apportée à des civils palestiniens étouffés par le blocus israélo-égyptien, décimés par l'offensive contre Gaza, réduits à la misère et vivant au milieu des ruines. Ce sont ceux-là mêmes qui convoyaient cette aide qui ont perdu leur vie en raison de leur engagement humanitaire. Et tous n'avaient pas des affinités avec le Hamas comme on tend à le faire croire.

Quelle qu'ait pu être leur éventuelle «résistance» à des militaires israéliens les attaquant hors des eaux territoriales d'Israël, aucune rhétorique ne saura fournir des arguments pour justifier cette barbarie ni, bien sûr, aucune propagande pro-israélienne. Ni la menace terroriste, ni le fantôme régulièrement invoqué du méchant Iran travaillant à l'élimination d'Israël ne pourront justifier l'arrogance de ce dernier.

Vous avez écrit «Etre juif après Gaza». Qu'est-ce qui a motivé la rédaction de ce livre et qu'est-ce qui a réellement changé à vos yeux ?

Lors de l'offensive contre Gaza, je me trouvais en Israël. L'indifférence de la population, sous l'influence des informations provenant de l'état-major israélien et présentant cette offensive comme une abstraction, pendant que la télévision diffusait en boucle les effets des tirs du Hamas en direction des habitants israéliens de Sderot et laissait s'exprimer leur colère ou leur détresse, m'a terriblement heurtée. Comment les Juifs d'Israël, dont les parents ou grands-parents avaient tant souffert, pouvaient-ils se comporter avec un tel manque d'éthique envers les Palestiniens ? A la télévision, l'offensive n'était rien de plus qu'une simple fumée sortant d'un tank. Les Israéliens n'avaient aucune

empathie pour ce peuple colonisé, subissant le blocus à Gaza. Ces civils tués, ces maisons détruites, ces enfants blessés, cette famine qui régnait... Moi non plus, je n'ai aucune sympathie pour le Hamas qui, par ailleurs, a été en partie une création d'Israël pour affaiblir en son temps l'OLP. Gaza subit le blocus et se trouve sous la coupe du Hamas et de sa rigueur religieuse, qui ne doit pas être du goût de tous les Gazaouis. Une fois rentrée d'Israël, j'ai trouvé en France une population choquée par les images montrant Gaza lors de l'offensive. En Israël, je n'avais rien vu de ces mêmes images. En tant qu'intellectuelle juive, je ne pouvais pas accepter, avec l'histoire de mes ancêtres que je charrie, cette histoire marquée par bien des persécutions, des expulsions et des souffrances. Je ne pouvais pas me taire. Ce livre, paru en octobre 2009 aux éditions du CNRS, est un tout petit livre de colère et d'indignation.

Vous êtes signataire de la pétition, avec un certain nombre d'intellectuels juifs comme Bernard Henri Lévy, J-Call, pour la levée de l'embargo sur Gaza. Mais avec cette dernière attaque meurtrière, c'est l'impasse. Le dialogue pour la paix semble définitivement rompu. Quel est, selon vous, l'avenir des négociations pour le règlement du conflit au Proche-Orient ?

J'ai signé l'appel tout en publiant un papier dans *Rue 89* pour expliquer mes réserves. Je me suis dit qu'il fallait lézarder le mur des institutions juives en faisant entendre une autre voix. Je trouvais que cet appel parlait peu de ce que subissaient les Palestiniens et qu'il ne s'intéressait qu'aux Israéliens. Je viens de me rendre compte que je ne m'étais pas trompée sur son aspect mi-figue mi-raisin. Preuve en est, ce communiqué donné par J-Call à la suite du drame de la flottille, qui renvoie dos à dos les extrémismes des deux côtés et leur reproche d'avoir stoppé les pourparlers en cours entre Israéliens et Palestiniens. Certes, les personnes qui étaient dans le bateau et que les soldats israéliens ont eu à affronter n'étaient pas des non-violents, mais de là à les tuer, c'est totalement disproportionné et totalement improductif d'un point de vue politique et diplomatique. Une vraie catastrophe en termes d'action et d'image. L'offensive contre Gaza, qui voulait donner une leçon au Hamas, s'est, elle aussi, transformée en une catastrophe par la disproportion des attaques et les tueries qui ont eu lieu. Espérons qu'à la suite de ces faux-pas, les dirigeants les plus sensés d'Israël, au lieu de faire de la propagande intensive pour présenter les victimes de son attaque en mer



Esther Benbassa.

comme des terroristes, reconnaîtront enfin que leur pays s'isole et court au désastre. Il va droit vers le suicide. S'il y a une prise de conscience, il se peut qu'on reprenne des pourparlers avec une volonté de les faire aboutir et qu'on renonce à ces ultimatum qui entendent dicter aux Palestiniens ce qu'ils doivent faire. Les puissances internationales ont, aujourd'hui, le devoir d'acculer les Israéliens et les Palestiniens à la paix, avec la création immédiate d'un Etat palestinien dans des frontières viables.

Les intellectuels juifs, notamment européens, qui sont pour la création d'un Etat palestinien ne se manifestent pas beaucoup, ils semblent plutôt timorés. Faudrait-il aller vers des actions politiques pour donner l'occasion à la paix d'être instaurée ?

Les intellectuels ont à leur disposition peu de moyens : écrire et crier leur révolte. Dans la tiédeur d'idées qui caractérise actuellement les pays occidentaux, beaucoup d'intellectuels suivent le courant. Un intellectuel est en général un homme ou une femme qui gagne peu et est vite séduit, en particulier en France – l'histoire l'a bien montré lors des années noires de la guerre – par les ors de la République et le prestige du pouvoir. La plupart des intellectuels juifs surfent sur la vague du soutien à Israël, souvent inconditionnel, et les autres préfèrent se taire plutôt que de se prendre des coups de la part des Juifs pro-israéliens et de leurs institutions. On fait plutôt le dos rond pour ne pas se faire insulter ou attaquer. Dans la mollesse ambiante, on reste dans son cocon. L'intellectuel d'aujourd'hui – comme le reste de ses compatriotes d'ailleurs – est un individualiste, déçu par la disparition des idéologies et échaudé par les erreurs de jugement de ses prédécesseurs lors de certains épisodes centraux de l'histoire du XX^e siècle. Il y a bien sûr et heureusement des exceptions.

On pense que les Etats-Unis ont une part de responsabilité importante parce qu'ils continuent à soutenir l'actuel gouvernement de Tel Aviv. Qu'en pensez-vous ?

L'élection d'Obama a été une chance pour le monde. Mais Obama est englué dans la crise qui frappe les Etats-Unis, et Israël n'est pas son occupation première. N'oublions pas qu'aux Etats-Unis, les groupes d'opi-

nion juifs sont très actifs et soutiennent inconditionnellement Israël. Mme Hillary Clinton, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, est aussi la sénatrice de New York, ville où il y a une énorme concentration de Juifs qui occupent des positions d'influence. Tous ces paramètres sont à prendre en considération, même si Obama a tapé fort sur la table lors de ses dernières rencontres avec Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien. Attendons de voir.

Vous intervenez souvent dans les débats sur le racisme et les discriminations ; vous êtes cofondatrice de «Pari(s) du Vivre-Ensemble». Vous avez même été en 2006, avec votre compagnon Jean-Christophe Attias, lauréate du prix Françoise Seligmann contre le racisme, pour l'ouvrage collectif *Juifs et musulmans : une histoire partagée, un dialogue à construire*. Ce pari est-il défendable, a-t-il une chance d'être gagné ? Ne pensez-vous pas que les dirigeants israéliens, par leurs actes, sont en partie responsables de la haine entre ces deux communautés religieuses ?

Aujourd'hui, il faut avouer que l'antisémitisme ambiant dans les pays où juifs et musulmans forment des communautés importantes n'est pas à négliger. Hélas, cet antisémitisme est lié en grande partie au conflit israélo-palestinien. Les Arabo-Musulmans de France s'identifient facilement aux souffrances des Palestiniens, pour diverses raisons, et aussi au nom d'une commune religion. Ils sont enclins à projeter les discriminations qu'ils subissent en France ou ailleurs sur le sort de leurs coreligionnaires palestiniens. Les Juifs et les Israéliens issus des pays musulmans, pour leur part, projettent sur les Arabes et les musulmans leur exil forcé, non assumé, de leurs pays d'origine. Le contentieux qu'ils nourrissent envers ces pays et le conflit israélo-palestinien s'entremêlent.

Rien ne justifie l'antisémitisme, ni aucun racisme. Il y a un défi à relever et un pari à gagner, celui de ne pas empoisonner davantage les relations entre juifs et musulmans, déjà bien mauvaises ces jours-ci. Celui de ne pas tomber, de part et d'autre, dans la haine, et ne pas répercuter le conflit qui se trame là-bas, au Proche-Orient, dans les pays où nous vivons ensemble mais séparés. Pour le moment, pourtant, c'est un peu le désespoir sur tous les fronts.

F. H.

«Le processus de l'écriture de l'Histoire est en panne»

Le processus de l'écriture de l'Histoire est en panne. C'est ce qu'a affirmé Mostefa Boudina, président de l'Association nationale des anciens condamnés à mort (1954-1962).

Intervenant à l'occasion de la célébration de la Journée nationale des anciens condamnés à mort, ce jeudi à Alger, M. Boudina a déploré l'inexistence d'une autorité centrale pour écrire l'Histoire. D'autre part, il a estimé que ce processus est également bloqué par «l'absence d'un plan financier conséquent géré dans la transparence».

Ainsi, il appelle à la mise en place d'un cadre de concertation et de coordination entre les différents acteurs concernés pour «sauvegarder la mémoire de l'Algérie». Qualifiées d'insuffisantes, les quelques «tentatives» existantes sont, pour lui, «démunies de méthodologie dans le recueil et le traitement de la matière première fournie par les porteurs de mémoire».

D'ailleurs, poursuit-il, «les ouvrages produits sont souvent confrontés à des difficultés d'impression dans les maisons d'édition ou de diffusion faute de structures spécialisées dans notre pays». A cela s'ajoute «l'absence de déontologie et de droits d'auteur pour les fournisseurs de la matière».

Autre problème évoqué, celui de l'enseignement de l'histoire dans les écoles et les universités. Le président de l'Association estime que la confusion qui règne dans l'enseignement de cette matière est due à une «rupture» entre ceux qui l'écrivent et ceux qui l'enseignent.

Pour que l'histoire soit inscrite, une question s'impose : doit-on écrire le côté négatif de l'histoire ou bien se contenter de rapporter uniquement son aspect positif ? L'Association s'est déjà fixée une orientation. Elle juge qu'il faut d'abord commencer par le côté positif de l'histoire. S'agissant de la polémique sur certains événements et personnages de la Révolution nationale, l'Association nationale des anciens condamnés à mort appelle à mettre fin à ce «faux débat». «Personne n'a le droit d'exploiter le passé d'un héros, Amirouche ou quelqu'un d'autre, pour justifier ses divergences politiques avec le pouvoir ou au sein de la société. La priorité aujourd'hui pour l'Algérie est la stabilité politique et économique ainsi que la paix sociale», a souligné Boudina.

R. N.